

Le 20 février 2007

# Analyse du budget du Québec 2007

**Un budget axé sur le bilan du gouvernement  
et non sur de nouvelles initiatives**



### Faits saillants

Le dernier budget du ministre des Finances Michel Audet, celui-ci quittant la vie politique prochainement, est remarquablement modeste compte tenu du contexte électoral qui s'enclenchera probablement demain au Québec. Les nouvelles mesures qui y sont incluses sont plutôt timides, une somme nette de seulement 422,8 millions de dollars en 2007-2008. Dans les documents budgétaires, le gouvernement a plutôt cherché à mettre de l'emphase sur son bilan que sur des projets futurs qu'il mettrait en place s'il gagnait un second mandat.

Il faut tout de même apprécier que le ministre des Finances ait su respecter son cadre financier, en contenant ses dépenses, et ce, malgré les pressions normalement exercées dans un contexte préélectoral. Cependant, la dette totale du gouvernement québécois continue d'augmenter, et ce, même si de nouvelles sommes seront allouées au Fonds des générations créé l'an dernier. Parmi les principaux points contenus dans le Discours sur le budget :

- Les dépenses budgétaires du gouvernement québécois atteindront 60 823 millions de dollars, au 31 mars 2008, incluant le service de la dette, soit 20,6 % du PIB.
- L'augmentation des dépenses de programmes prévue au cours du prochain exercice est de 2 075 millions de dollars (+4,0 %). Près du deux tiers de cette hausse est allouée à la santé et aux services sociaux et plus d'un quart à l'éducation. Les dépenses des autres ministères ne sont majorées que de 1 %.
- Quelques mesures fiscales concernant les particuliers sont mises en place. Parmi celles-ci, le seuil de revenu imposable est augmenté à partir de janvier 2008, les revenus de retraite sont, tout comme au fédéral, fractionnés et le montant du crédit d'impôt pour les revenus de retraite est augmenté de 500 \$, soit de 1 000 \$ à 1 500 \$.
- Pour les entreprises et les régions, des mesures fiscales totalisant 212 millions de dollars en 2007-2008 et 314 millions de dollars en 2008-2009 sont prévues afin d'appuyer le développement économique et stimuler les investissements.

### Sommaire des opérations budgétaires

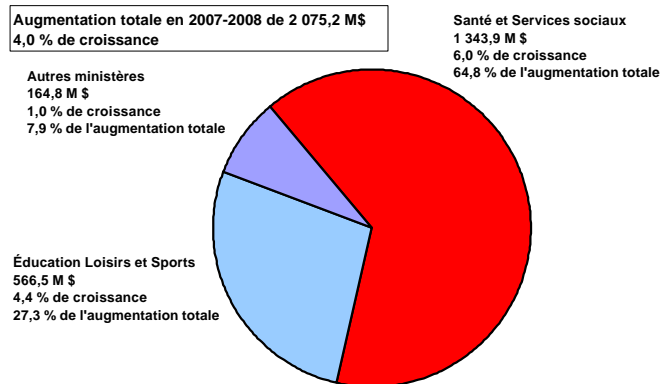
En millions de \$	2004-2005	2005-2006	2006-2007p	2007-2008p	2008-2009p
Revenus autonomes	44 381	45 744	48 533	48 021	49 209
- Var. ann. en %	5,9	3,1	6,1	(1,1)	2,5
Transferts fédéraux	9 229	9 969	10 956	12 241	11 848
- Var. ann. en %	(1,5)	8,0	9,9	11,7	(3,2)
<b>Revenus budgétaires totaux</b>	<b>53 610</b>	<b>55 713</b>	<b>59 489</b>	<b>60 262</b>	<b>61 057</b>
- Var. ann. en %	<b>4,5</b>	<b>3,9</b>	<b>6,8</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>
Dépenses d'opérations	(47 656)	(49 230)	(51 519)	(53 594)	(55 178)
- Var. ann. en %	5,1	3,3	4,6	4,0	3,0
Frais de la dette publique	(6 853)	(6 875)	(6 990)	(7 229)	(7 170)
- Var. ann. en %	3,0	0,3	1,7	3,4	(0,8)
<b>Dép. budgétaires totales</b>	<b>(54 509)</b>	<b>(56 105)</b>	<b>(58 509)</b>	<b>(60 823)</b>	<b>(62 348)</b>
- Var. ann. en %	<b>4,8</b>	<b>2,9</b>	<b>4,3</b>	<b>4,0</b>	<b>2,5</b>
Réserves budgétaires	-	-	(500)	500	-
Fonds des générations	-	-	(500)	-	-
Écart à résorber	-	-	-	-	995
Résultats nets des organismes consolidés	235	429	37	61	296
<b>Solde budgétaire</b>	<b>(664)</b>	<b>37</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Excédent non budgétaire	246	(246)	(1 882)	(1 062)	(546)
Résultats nets du Fonds des générations			575	446	726
Besoins financiers nets	(418)	(209)	(1 290)	(616)	180
Dette totale (excluant emprunts par anticipations)	116 596	118 302	122 427	125 406	127 562
Ratio dette totale sur PIB (%)	44,3	43,2	43,1	42,3	41,6
Service de la dette totale sur revenus budgétaires (%)	13,1	12,6	12,2	12,4	12,3

p : prévisions -- : non disponible

Source : Ministère des Finances du Québec

- L'équilibre financier a été maintenu en 2006-2007 avec même un léger surplus de 17 millions de dollars. Une forte croissance des transferts fédéraux et la vente d'actifs d'Hydro-Québec ont favorisé cet équilibre et le gouvernement a pu mettre de côté deux montants de 500 millions de dollars, l'un pour le Fonds des générations et l'autre pour financer le règlement de l'équité salariale.
- Le gouvernement du Québec compte aussi maintenir l'équilibre budgétaire au cours des deux prochains exercices, toutefois un « écart à résorber » de 995 millions de dollars persiste pour 2008-2009.

#### Les dépenses liées à la santé occupent la plus importante part de la croissance des dépenses en 2007-2008



Sources : Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

- Le ministre des Finances n'a pas intégré d'hypothèse concernant le règlement du déficit fiscal avec le gouvernement fédéral dans ce budget.
- Enfin, le gouvernement estime que la dette totale de gouvernement sera de 122,4 milliards de dollars au 31 mars 2007, en hausse de 4,1 milliards de dollars par rapport à 2006. Selon le budget, elle augmentera encore de 4,2 % pour atteindre 127,6 milliards de dollars d'ici la fin de l'exercice 2008-2009.

#### Des prévisions économiques optimistes à court terme

Le ministère des Finances compte encore sur une assez bonne croissance de l'économie québécoise pour pouvoir atteindre un équilibre financier au cours des prochains exercices budgétaires. Dans l'élaboration de son budget, M. Audet table sur un PIB réel qui progressera de 1,8 % en 2007 et de 2,5 % en 2008. Ces hypothèses importantes sous-estiment, surtout pour cette année, les difficultés auxquelles fait face l'économie québécoise.

Pourtant, les embûches demeurent nombreuses pour les entreprises québécoises. Le huard demeure très élevé, tout comme les coûts associés à la hausse des prix de l'énergie, et ce, sans compter les difficultés de faire face à la concurrence internationale de plus en plus féroce. De plus, l'économie américaine, si importante pour nos exportateurs, continue de croître à un rythme qualifié récemment de modeste par la bouche même du président de la Réserve fédérale américaine et plusieurs risques penchent encore vers une détérioration de

#### Prévisions économiques et financières

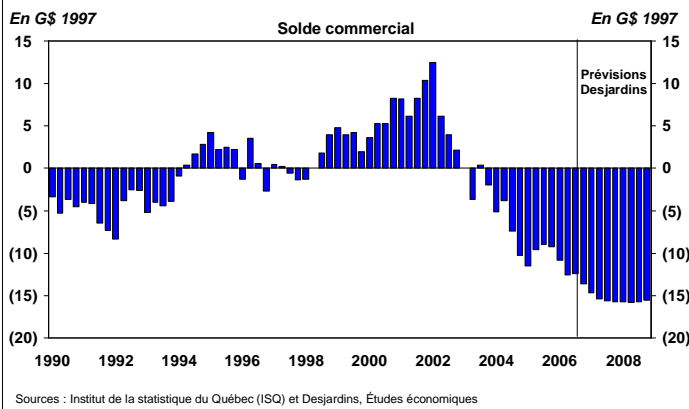
	2006		2007		2008	
	Estimations et réalisées		Prévisions		Prévisions	
Moyenne annuelle	Budget	Mouvement Desjardins	Budget	Mouvement Desjardins	Budget	Mouvement Desjardins
Produit intérieur brut réel (en %) <sup>1</sup>	1,7	1,6	1,8	1,1	2,5	2,3
Produit intérieur brut nominal (en %) <sup>1</sup>	3,9	3,7	4,3	2,8	3,5	4,4
Déflateur du PIB (en %) <sup>1</sup>	2,2	2,1	2,5	1,7	1,0	2,0
Consommation réelle (en %) <sup>1</sup>	3,1	3,1	3,2	2,8	2,4	2,9
Exportations internationales (en %) <sup>1</sup>	0,9	1,0	2,9	(0,4)	5,2	2,0
Emploi (en %) <sup>1,2</sup>	1,3		1,1	0,8	1,1	1,3
Taux de chômage (en %) <sup>2</sup>	8,0		8,0	8,2	7,9	7,7
Bons du trésor trois mois (en %) <sup>2</sup>	4,01		4,00	3,90	4,00	4,06
Obligations à 10 ans (en %) <sup>2</sup>	4,21		4,50	4,15	4,90	4,85
Dollar canadien (¢US) <sup>2</sup>	88,2		86,1	85,3	86,2	91,6
Pétrole WTI (\$US) <sup>2</sup>	66,1		62,1	59,0	59,9	72,0

<sup>1</sup> Croissance annuelle moyenne

<sup>2</sup> Chiffres réalisés pour 2006

Sources : Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

### Le déficit commercial freine la croissance économique



la conjoncture au sud de notre frontière. Dans ce contexte, la croissance prévue de 2,9 % des exportations réelles du Québec en 2007 nous semble beaucoup trop optimiste. Il est plus probable que le secteur extérieur (incluant la hausse prévue des importations) continuera de contribuer négativement et de façon marquée à la progression du PIB réel en 2007 et, dans une moindre mesure, en 2008. En fait, il nous semble que l'ajustement de l'économie québécoise, et surtout du secteur manufacturier qui a perdu 25 600 emplois en 2006, est particulièrement lent et que les mauvaises nouvelles pourraient perdurer. Le ministre des Finances voit toutefois une certaine embellie dans des secteurs comme le matériel de bureau, les produits chimiques et la machinerie industrielle.

Il est cependant vrai que la demande intérieure québécoise continue à bien se porter. Nul doute que les sommes allouées rétroactivement au règlement sur l'équité salariale (1,9 milliard de dollars) qui seront distribuées dès cette année et que les ajustements à la hausse des salaires devraient aider à maintenir un bon rythme des dépenses de consommation et aussi, espérons-le, de l'épargne des ménages. Malheureusement, une certaine pause dans la progression du marché du travail limitera ces gains. Il faut aussi considérer le niveau d'activité plus faible qui se continue dans la construction résidentielle. Le ministre des Finances compte aussi sur une accélération marquée du PIB nominal, reflet d'une croissance rapide des prix estimés par le déflateur du PIB, ce qui favorise les comparaisons des données budgétaires vis-à-vis de ce PIB nominal.

Il faut toutefois souligner que nos anticipations concernant les taux d'intérêt en 2007, notamment sur les taux de 10 ans, sont moins élevées que celles du gouvernement. Ainsi, le coût associé au service de la dette pourrait être, au cours de cette année, un peu moins important que ce que prévoit le ministre.

Les prévisions économiques et financières se montrent plus prudentes et réalistes concernant l'exercice 2008-2009. Les

anticipations du ministère des Finances se rapprochent alors beaucoup de nos propres estimations, du moins dans les grandes lignes. Pour 2008, nos prévisions concernant le secteur extérieur demeurent encore moins favorables, mais les indicateurs reliés à la demande intérieure montrent des signes d'amélioration plus marquée de l'économie.

### La dette continue encore d'augmenter...

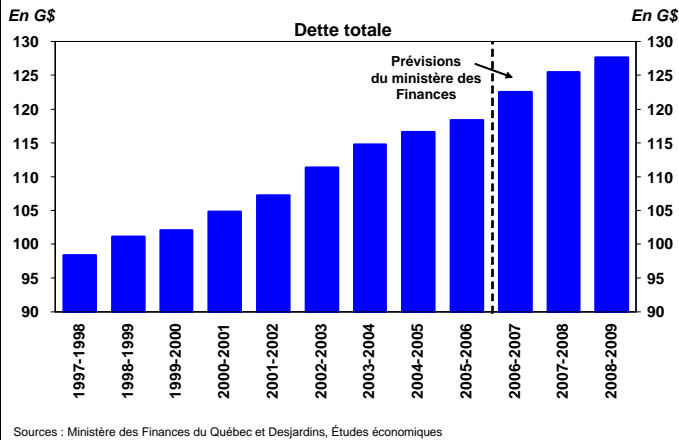
Le gouvernement du Québec a démontré l'an dernier une certaine volonté de s'attaquer à la problématique de la dette publique de la province en créant le Fonds des générations. Rappelons que la province du Québec est l'un des gouvernements provinciaux les plus endettés en Amérique du Nord. Ainsi, le poids de la dette totale, qui s'élève présentement à 43,1 % du PIB nominal, constitue un lourd fardeau pour les contribuables québécois. De plus, il limite la marge de manœuvre financière du gouvernement alors que le paiement des intérêts accapare 7,2 milliards de dollars, soit un peu plus de 12 % des revenus budgétaires. Certes, il s'agit d'un ratio moins élevé que le sommet de 17,7 % atteint en 1997-1998, mais il demeure élevé en comparaison des autres gouvernements.

Le remboursement de la dette du Québec est d'autant plus important que l'arrivée progressive des baby-boomers à la retraite freinera et même réduira éventuellement la taille de la population en âge de travailler, ce qui se répercutera inévitablement sur les entrées fiscales. D'un autre côté, le vieillissement de la population entraînera un accroissement des dépenses en santé et le renouvellement ainsi que la modernisation des infrastructures publiques nécessiteront des sommes importantes. Dans ce contexte, on ne peut qu'approuver toute initiative, comme le Fonds des générations, dont l'objectif est la réduction de la dette publique du Québec.

Malheureusement, force est de constater que l'orientation donnée actuellement au Fonds des générations est nettement insuffisante pour régler une fois pour toute la problématique de l'endettement. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le gouvernement a déposé une somme de 575 millions de dollars en 2006-2007 dans le Fonds alors que les autres besoins de financement du gouvernement (solde budgétaire, placements et prêts, immobilisations, autres facteurs) se sont élevés à 4,7 milliards de dollars pour la même période. Au bout du compte, la dette totale du gouvernement du Québec s'est donc accrue de 4,1 milliards de dollars en 2006-2007 en dépit des sommes consacrées au Fonds des générations. C'est donc dire qu'il aurait fallu que le ministère des Finances dépose un peu plus de huit fois plus dans le Fonds pour simplement stopper la progression de la dette totale. On est encore loin d'une réduction de la dette.

Selon les prévisions du gouvernement, tout porte à croire que cette situation ne s'améliorera pas au cours des prochaines années et que les dépôts prévus dans le Fonds des généra-

### La dette poursuit son ascension



tions ne représenteront qu'une faible proportion de l'accroissement de la dette totale. Si l'initiative du gouvernement est louable, il est toutefois évident que les efforts actuels sont nettement insuffisants pour réduire l'endettement du gouvernement. Bien sûr, tant et aussi longtemps que le déséquilibre fiscal entre le gouvernement fédéral et les provinces n'est pas réglé, il nous apparaît difficile pour le gouvernement de faire davantage tout en respectant son cadre budgétaire. Rappelons que nous avons proposé l'an dernier une autre alternative pour faciliter le paiement de la dette, soit une augmentation encadrée et graduelle des tarifs d'électricité afin de les rapprocher davantage du prix moyen du marché nord-américain.

On doit cependant souligner qu'en dépit d'une dette qui ne cesse de croître, le ratio de la dette totale sur le PIB nominal a diminué au cours des dernières années. Cette réduction

s'explique par une croissance plus rapide, en dollars courants, de la taille de l'économie que celle de la dette. D'ailleurs, les projections du gouvernement indiquent que le ratio de la dette sur le PIB devrait continuer à diminuer au cours des prochaines années et atteindre 25 % au 31 mars 2026, comparativement à 43,1 % actuellement.

Cette cible, qui correspond à la moyenne actuelle des autres provinces, nous apparaît toutefois trop élevée. D'une part, les autres provinces risquent de réduire aussi leur endettement au cours des prochaines années de sorte que nous pourrions ne pas améliorer significativement notre position par rapport au reste du Canada. D'autre part, certains facteurs aggravants (comme le vieillissement de la population) devraient inciter le ministère des Finances à se doter d'une marge de manoeuvre pour le futur et, par conséquent, viser un ratio encore plus faible.

Malgré tout, la diminution du ratio de la dette sur le PIB a quand même ouvert la voie à une amélioration de la cote de crédit du Québec. En fait, les agences Moody's et DBRS ont toutes deux haussé la cote de la province d'une position en juin 2006. La firme Moody's a même procédé à une seconde augmentation en novembre, mais cette dernière n'est pas tant le reflet d'une amélioration de situation financière du Québec que d'un changement de méthodologie dans la méthode de calcul. Ainsi, la plupart des provinces ont aussi profité d'une hausse de leur cote en novembre de sorte que la position relative du Québec par rapport aux autres provinces s'en est trouvée pratiquement inchangée. Ces nouvelles sont encourageantes, mais il y a encore beaucoup de place à l'amélioration alors que le Québec dispose toujours d'une des cotes les plus faibles des provinces canadiennes.

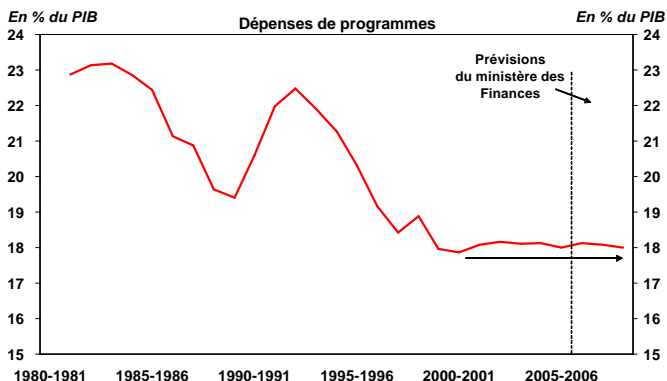
### Principaux facteurs de croissance de la dette totale du gouvernement

En millions de dollars	Dette au début de l'exercice	Déficit (surplus) budgétaire	Placements, prêts et avances	Immobilisations nettes	Autres facteurs	Fonds des générations	Dette totale à la fin de l'exercice	En % du PIB
1998-1999	98 385	(126)	1 402	217	1 235		101 113	51,5
1999-2000	101 113	(7)	2 006	359	(1 351)		102 120	48,4
2000-2001	102 120	(427)	1 632	473	1 050		104 848	46,6
2001-2002	104 848	(22)	1 142	995	212		107 175	46,3
2002-2003	107 175	728	1 651	1 482	306		111 342	46,1
2003-2004	111 342	358	1 125	1 019	881		114 725	45,8
2004-2005	114 725	664	979	1 083	(855)		116 596	44,3
2005-2006	116 596	(37)	1 182	1 166	(605)		118 302	43,2
2006-2007 <sup>p</sup>	118 302	(17)	1 672	1 342	1 703	(575)	122 427	43,1
2007-2008 <sup>p</sup>	122 427	-	1 692	1 954	(221)	(446)	125 406	42,3
2008-2009 <sup>p</sup>	125 406	-	1 841	1 404	(363)	(726)	127 562	41,6

Sources : Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

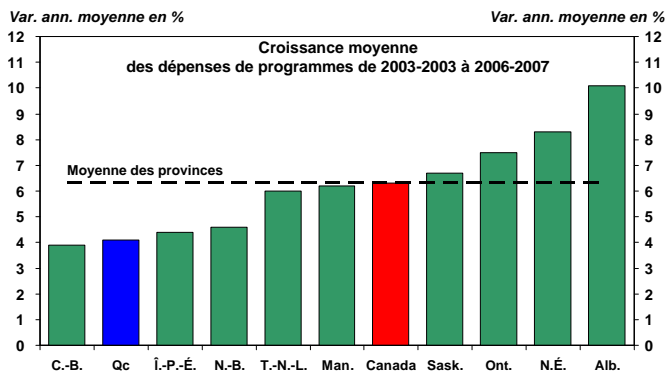
p : prévisions

### Depuis le début de la décennie, les dépenses de programmes évoluent au même rythme que l'économie



Sources : Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

### La croissance des dépenses de programmes s'avère plus faible que dans la plupart des autres provinces



Sources : Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

### Cherchant la prudence, le ministre annonce peu de nouvelles mesures

Étant donné un contexte financier encore difficile, le budget proposé aujourd'hui par le ministre Audet contient bien peu de nouveautés. Les sommes allouées aux nouvelles mesures ne cumuleront que 1,3 milliard de dollars en deux ans, dont seulement 422,8 millions pour l'exercice qui commencera le 1<sup>er</sup> avril prochain. Cette timidité comporte toutefois des qualités évidentes pour la santé financière du gouvernement. L'équilibre financier est maintenu (sans compter l'écart à résorber de 995 millions de dollars en 2008-2009) et l'augmentation des dépenses de programmes s'avère plus faible que la prévision du ministère des Finances concernant la croissance du PIB nominal. En fait, le poids des dépenses de programmes du gouvernement québécois se situe toujours autour des 18 %, la moyenne depuis l'exercice 1999-2000. Avec cette retenue, le gouvernement Libéral entend donc répéter sa performance concernant l'évolution des dépenses de programmes qui, depuis 2003-2004, s'est avérée la plus faible parmi les autres provinces du Canada à l'exception de la Colombie-Britannique.

La mesure la plus coûteuse pour le ministre des Finances a trait à la hausse du seuil de revenu imposable de la table d'imposition des particuliers à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008. Le manque à gagner pour le gouvernement sera de 50 millions de dollars pour 2007-2008 et de 250 millions de dollars pour 2008-2009. L'ensemble des initiatives visant à réduire le fardeau fiscal des particuliers, incluant plusieurs mesures concernant les revenus de retraite, coûteront 166,8 millions de dollars en 2007-2008 et 539,3 millions en 2008-2009.

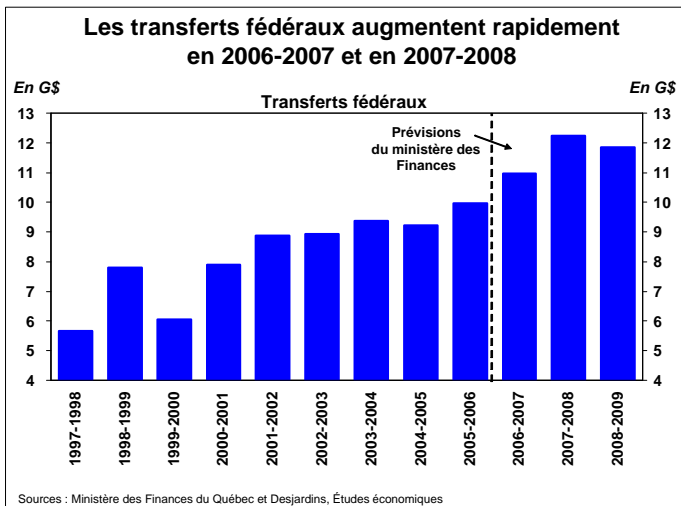
Plusieurs mesures cherchant à favoriser le développement des régions sont aussi annoncées. Entre autres, on y inclut des sommes pour le Fonds de développement régional et pour le soutien au développement des créneaux d'excellence. Ces mesures totalisent 138 millions de dollars pour 2007-2008 et 143 millions de dollars pour 2008-2009. Sur cinq ans, c'est toutefois 825 millions qui iront vers ces initiatives.

Le ministre Audet cherche aussi dans ce budget à stimuler l'investissement privé des entreprises, notamment dans le secteur de la fabrication qui éprouve de sérieuses difficultés dans le contexte économique actuel. La principale mesure servant à appuyer l'investissement vise à ce que les entreprises manufacturières ne payent plus de taxe sur le capital sur les nouveaux investissements et à l'élimination de la taxe applicable sur leurs bâtiments et équipements existants. Pour les prochains exercices, les sommes sont de 74 millions en 2007-2008 et de 171 millions en 2008-2009. Sur cinq années, c'est 840 millions de dollars qui sont attribués à cet assouplissement fiscal pour les entreprises. D'ici 2012, le gouvernement entend avoir réduit la taxe sur le capital de 92 % pour les entreprises du secteur manufacturier et de 57 % pour les entreprises oeuvrant dans les autres secteurs. Selon le ministre Audet, la taxation de l'investissement sera alors comparable à celle de l'Alberta.

D'autres mesures budgétaires cherchent à promouvoir la culture, un peu moins de 40 millions de dollars y seront consacrés sur deux ans. On trouve également des sommes concernant le transport en commun, notamment reliées au financement du métro de Montréal. À l'opposé, le gouvernement ira chercher 20 millions de dollars sur deux ans dans la réduction progressive du congé fiscal pour les régions ressources.

### Les transferts fédéraux et le déséquilibre fiscal

Même si la problématique du déséquilibre fiscal entre le gouvernement fédéral et les provinces n'est pas encore réglée, le ministère des Finances prévoit tout de même une croissance significative des transferts fédéraux. Ainsi, les transferts fédéraux devraient augmenter de 9,9 % en 2006-2007 et ils s'accroîtront de 11,7 % en 2007-2008, en raison notamment de la croissance des revenus de péréquation résultant de l'annonce du gouvernement fédéral le 16 janvier dernier. Le



ratio des transferts fédéraux sur l'ensemble des revenus budgétaires devrait donc atteindre 20,3 % en 2007-2008, soit le niveau le plus élevé depuis plus de 10 ans.

Ces transferts pourraient d'ailleurs s'accroître davantage prochainement alors que le gouvernement fédéral a récemment annoncé son intention de régler en totalité ou en partie la problématique du déséquilibre fiscal dans son prochain budget. Même s'il faudra patienter au dépôt du budget de M. Flaherty, annoncé pour le 19 mars prochain, pour connaître de façon détaillée les sommes additionnelles qui seront versées au Québec, on peut toutefois espérer que le gouvernement fédéral transférera une partie de sa marge de manoeuvre financière aux provinces.

Même si ces sommes supplémentaires ne sont pas considérées dans le budget d'aujourd'hui, le gouvernement du Québec compte visiblement sur une hausse des transferts fédéraux au cours des prochaines années. Par exemple, une bonne partie d'une éventuelle augmentation des transferts pourrait, selon les propos du ministre Audet, servir à éponger le manque à gagner de 995 millions de dollars identifié pour 2008-2009. Le cas échéant, l'excédent des nouveaux transferts fédéraux pourrait financer de nouvelles initiatives en éducation ou en santé. Nous souhaiterions toutefois que le gouvernement du Québec limite ses nouveaux programmes et qu'il consacre, à l'image du fédéral, une partie de cette nouvelle marge de manoeuvre à l'établissement d'une réserve pour éventualités et à un plan encadré d'un véritable remboursement de la dette. Cette stratégie a fait ses preuves à Ottawa alors que la dette nette du gouvernement fédéral a diminué de 72,0 milliards de dollars depuis 1996-1997 (soit un ratio par rapport au PIB de 72 % à 38 %).

### Impact pour les marchés financiers

Le budget présenté aujourd'hui par le ministère des Finances aura très peu de conséquences immédiates sur les marchés

financiers. Non seulement le déclenchement probable des élections mercredi implique qu'il soit possible que ce budget ne soit jamais voté, mais les nouvelles initiatives proposées sont somme toute très modestes. Certes, les investisseurs pourraient être rassurés par le 1,7 milliard de dollars déposé dans le Fonds des générations d'ici 2008-2009, quoique nous avons mentionné précédemment que ces sommes sont nettement insuffisantes pour empêcher un accroissement de la dette. Par conséquent, la situation relative de l'endettement au Québec par rapport aux autres provinces ne devrait pas s'améliorer significativement et nous n'envisageons pas de grands soubresauts des écarts entre les taux d'intérêt des titres d'emprunt du gouvernement du Québec et ceux des autres provinces. Nous devons cependant souligner une fois de plus que l'absence d'une véritable réserve pour éventualités fait en sorte que le cadre financier du gouvernement est vulnérable aux aléas de la conjoncture économique, politique et financière.

### Conclusion : un budget non électoraliste

À la veille du déclenchement des élections, il était à craindre que le dernier budget du ministre Audet contienne une multitude d'annonces dans le but de satisfaire un large éventail de l'électorat. Or, les nouvelles initiatives dévoilées aujourd'hui sont somme toute relativement limitées et, surtout, faites dans le respect du cadre financier relativement précaire du gouvernement du Québec. Le ministère des Finances n'avait tout simplement pas les moyens de se lancer dans des mesures de grandes ampleurs. N'oublions pas que l'exercice budgétaire 2006-2007 se serait soldé par un déficit n'eût été de la vente de presque 1 milliard de dollars d'actifs d'Hydro-Québec et qu'un manque à gagner de pratiquement 1 milliard de dollars subsiste pour l'exercice 2008-2009.

De plus, les consultations prébudgétaires des dernières semaines laissent entendre que le budget d'aujourd'hui accorderait une importance particulière aux différentes régions du Québec. Or, les mesures budgétaires concernant les régions sont finalement assez limitées, ce qui pourrait causer certaines déceptions. Les nouvelles initiatives spécifiques aux régions ne s'élèvent qu'à 138 millions de dollars pour 2007-2008, ce qui ne représente que 33 % de l'ensemble des nouvelles mesures. Rappelons que le Québec comporte 17 régions administratives et, par conséquent, chacune d'entre elles recevront en moyenne une somme de seulement 8 millions de dollars environ, en 2007-2008.

En terminant, il ne faut pas perdre de vue que ce budget risque de ne jamais être adopté par l'Assemblée nationale. Tout dépendant du résultat des prochaines élections, une victoire du Parti Québécois ou de l'Action Démocratique du Québec ou même l'élection d'un gouvernement minoritaire impliqueraient probablement qu'un tout nouveau budget soit déposé plus tard au printemps pour l'exercice budgétaire 2007-2008.